



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Aux-grands-mots-les-grands-remedes>

Aux grands mots, les grands remèdes..

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2002 - N° 1023 - juillet 2002 -

Date de mise en ligne : dimanche 14 janvier 2007

Description :

Panorama de tout ce que nous dénonçons des effets de l'idéologie néo-libérale sur l'évolution planétaire, et que les principaux candidats aux élections se sont bien gardés d'aborder.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Qui gouverne la planète dans le temps présent ? Le président G.W.Bush ? M. Poutine ? Vous n'y êtes pas ! Les vrais maîtres du monde contemporain se nomment Charles Dow et Edward Jones, deux économistes, collaborateurs du Wall Street Journal, qui créèrent, le 26 mai 1886, sur la base de douze valeurs industrielles (aujourd'hui, trente) un indicateur plus connu sous l'appellation de "Dow-Jones" ! Les spéculateurs de la Terre entière ont, en permanence, les yeux braqués sur cet indice. Le "Dow-Jones", sa monnaie de référence, le dollar, et les marchés financiers qui les sous-tendent, constituent le nec plus ultra de l'économie mondiale, et des échanges inter et transnationaux. Aucun gouvernement ne peut survivre sans l'aval préalable des "marchés". Pieuvre tentaculaire, Big Brother anonyme, avec sa cohorte de technostructures, d'experts et d'analystes financiers, de spéculateurs et autres "golden boys" et "raiders" patentés, d'opérations de marketing savamment orchestrées, qui font et défont les fortunes, les gouvernements et jusqu'aux organismes internationaux...

L'heure a sonné de la mondialisation de l'économie par sa globalisation (de l'américain "globalization") avec l'abolition des frontières, l'aménagement du "village planétaire", qui a ses lois propres, ses règlements, ses comportements uniques, et uniformes.

Les grandes métropoles sont truffées de ces immeubles sans âme, de verre, d'acier, de béton, climatisés, aseptisés, lotis dans un écheveau d'autodromes empuantis, où s'élabore sur des claviers d'ordinateurs, le monde idéal, d'aujourd'hui et de demain, vu et corrigé par une "jet-set" apatride.

Univers virtuel, reconstitué en permanence sur logiciels, sur écrans d'internet et d'intranet. On y explore toutes les stratégies possibles de rentabilité financière immédiate et maxima, de recherche d'une meilleure productivité à travers les études de marketing et la politique de flux tendus, d'exploitation spatiale des ressources humaines par la flexibilité.

La dictature des "marchés" s'est imposée [\[1\]](#) insidieusement au fil des ans, prenant le pas sur celle, présumée, du prolétariat. Un prolétariat dispersé et écartelé, désormais dépourvu d'objectifs concertés, déstructuré, sans squelette, condamné à l'errance, à la mobilité forcée, aux "petits boulots", au télétravail intérimaire, au chômage intermittent, à l'exclusion sociale, à la merci permanente du nouveau Minotaure, évacué à la marge par l'avancée du machinisme, de l'automatisme, de la cybernétique, de l'électronique, de la robotique, autrement dit par la révolution - la révolution technologique, bras armé du nouvel ordre mondial.

Il faut se rendre à l'évidence : le libéralisme économique a basculé dans le "néo" et dans "l'ultra". Comme toute idéologie dominante, il ne connaît plus de bornes. Peu importe le sort de l'Humanité, pourvu que Messieurs Dow et Jones grimpent vers les sommets, que les Bourses de la planète, reliées par des communications circulant à la vitesse de la lumière, enregistrent des profits, que les grands équilibres financiers soient respectés.

Cette logique et son mécanisme implacable et eschatologique, ont fait gloser un sociologue américain, M. Francis Fukuyama, sur "La fin de l'Histoire". L'Histoire n'a plus de sens, puisqu'elle est désormais accomplie, grâce à l'hydre de l'économie de marché qui étend ses tentacules sur la planète entière.

Toutefois, l'évolution actuelle laisse à penser que l'histoire de l'humanité négocie un tournant vertigineux vers un nouveau type de civilisation dont nous n'entrevoions que les prémices.

Le credo de l'économie de marché

Le credo libéral peut se résumer à l'origine aux formulations de Turgot : "laisser faire, laisser passer", et encore de Guizot : "enrichissez-vous" ! Chaque individu, considéré comme "rationnel", prend logiquement les meilleurs décisions pour défendre ses intérêts propres, et la situation de tous s'améliore forcément. L'intérêt individuel mène automatiquement à l'intérêt général, comme guidé par "une main invisible" (Adam Smith). L'égoïsme de l'homme motive seul son activité économique. La liberté économique mène à l'efficacité et à la prospérité.

Pour les chantres de l'ultra-libéralisme, le libre jeu de la concurrence sur le marché est donc le seul moyen de parvenir à la prospérité générale et au bonheur de tous.

L'ultra-libéralisme a conquis ses lettres de noblesse avec Milton Friedman. Enseignant jusqu'en 1977 à l'Université de Chicago (ses adeptes furent dénommés par la suite "les Chicago Boys") il n'a cessé d'exalter les bienfaits du marché et dénoncé les méfaits de l'interventionnisme public. Ses recettes : suppression du salaire minimum, privatisations, baisse de l'impôt, réduction des dépenses publiques, notamment à caractère social, libre convertibilité de la monnaie, réduction progressive de la masse monétaire. Cette médecine de choc a fait florès au Chili sous le régime du général Pinochet, puis aux États-Unis, avec Ronald Reagan, au Royaume-Uni avec Margaret Thatcher. Elle a largement inspiré le traité de Maastricht, alimente l'actuel Pacte de stabilité européen et sous-tend ce que d'aucuns dénomment aujourd'hui "la bonne gouvernance".

L'expérience a cependant montré que la réalisation de l'équilibre s'opère sur des bases très restrictives et trop éloignées de la réalité. Le marché ne peut exister sans relations non marchandes préalables. Le seul jeu de la concurrence ne permet pas forcément aux individus d'agir au mieux de leurs intérêts personnels et collectifs. L'économie est tissée de relations marchandes et non marchandes, individuelles et communautaires, qui ne peuvent exister les unes sans les autres.

La mondialisation de l'économie, telle qu'elle s'amplifie actuellement, se résume dans la réalité à une dangereuse logique d'accaparement et de puissance. Elle est à l'oeuvre dans le phénomène capitalistique, qui a besoin d'entrepreneurs ayant une vision sur le long terme, et non de spéculateurs qui jouent au casino.

C'est essentiellement la gestion de la dette publique des États et des fonds de pension pour les retraites (selon le système anglo-saxon) qui alimentent les quelque 1.500 milliards de dollars, soit l'équivalent du PIB annuel de la France, qui circulent quotidiennement sur les places financières. Le volume des transactions sur les produits dérivés (produits financiers sophistiqués tels les swaps, options, contrats sur taux, sur devises, sur indices boursiers, dérivés des actions, obligations, devises) atteint des sommes astronomiques.

Dans cette société du casino, Wall Street, première place boursière du monde, se taille la part du lion : le cours des

actions y est en moyenne vingt fois supérieur aux bénéfices des entreprises cotées.

Le système génère une stérilisation de masses financières considérables, qui devraient être investies vers le logement, la protection sociale, la lutte contre la faim et les inégalités, ou les grands problèmes de l'environnement. Au lieu de quoi, elles sont détournées de leur mission initiale, de manière contre-productive.

On en arrive à cette situation aberrante que les ressources financières de 358 privilégiés de la fortune dans le monde sont équivalentes à celles des 2,3 milliards de personnes les plus pauvres.

L'absence de mécanismes de régulation et de re-distribution réserve les formidables gains de richesse et de temps à une infime minorité de la population mondiale. Et cette minorité est, en un sens, malade de son abondance, car elle vit dans une misère spirituelle et affective au moins aussi intense que les 2 milliards qui souffrent directement de pauvreté et de misère matérielle !

Pendant que les 20% les plus riches du monde se partagent plus de 80% du PIB universel, le nombre de pauvres s'accroît au rythme de la population planétaire, soit 2% l'an. Un milliard et demi d'êtres humains subsistent à la limite du seuil de survie (cf : les annuaires des Nations Unies et de la Banque Mondiale).

Périls en la demeure

L'instabilité des changes et des taux d'intérêts, l'extension des produits financiers complexes destinés à y faire face, la multiplication des acteurs et l'extension de leurs liens à l'échelle planétaire, tendent à fragiliser le monde financier.

Les risques de crise se mesurent à l'aune des opportunités de profits permises par la spéculation. Le comportement moutonnier des acteurs lié à la recherche de gains spéculatifs va se traduire par une déconnexion entre la valeur des actifs sur les marchés financiers et leur rentabilité réelle. On perçoit mieux ainsi les risques de faillite du système.

Quand les taux d'intérêt sont supérieurs au taux de croissance nominal (taux de croissance en volume ajouté au taux d'inflation) la sphère financière assèche l'économie réelle et la pousse vers la récession en espérant plus d'argent qu'il ne se crée de richesses nouvelles. Même les entreprises industrielles ont alors intérêt à placer leur liquidités sur les marchés financiers plutôt qu'à investir. La hausse des taux d'intérêt augmente le coût des déficits publics, diminuant les marges de manoeuvre de la politique budgétaire. S'y ajoute la désinflation compétitive, qui mène à la récession.

Cette logique-là débouche sur un capitalisme sans capitalistes, sans investissements, purement spéculatif. L'exemple caricatural en est ce qu'il fut convenu de dénommer "la nouvelle économie", avec ses excroissances cancéreuses des "start-up", ces "jeunes pousses" évanescentes, purement spéculatives.

Le gonflement artificiel de la bulle financière reflète le surendettement généralisé des gouvernements, des entreprises, des ménages.

Le montant de la dette de tous les pays riches atteint des taux qui donnent le vertige. Aux États-Unis, il atteint plus de 70% du PIB. Nous ne mentionnerons que pour mémoire le gouffre sans fond de la dette des pays les moins avancés, tout juste en mesure de limiter leurs remboursements à ses seuls intérêts. La France à elle seule doit emprunter 530 milliards de francs en moyenne par an, dont 30% souscrits sur des fonds étrangers. Il est clair qu'elle

ne parviendra pas à répondre aux exigences des critères de convergence formulés par le traité de Maastricht et le Pacte de stabilité européen. Tôt ou tard, ces traités devront être renégociés.

On assiste en outre à une dépendance stratégique accrue de chaque économie à l'égard du commerce international, dont 60 % s'opère aujourd'hui entre pays industrialisés, alors que ceux-ci représentent 20 % de la population mondiale.

Cette course à l'endettement est insupportable pour tous. C'est une véritable spirale infernale. Le seul remboursement de la dette dans les pays pauvres provoque des coupes budgétaires dramatiques dans les investissements publics : infrastructures, écoles, santé.

En contrepartie, les réserves monétaires mondiales des banques centrales sont estimées à plus de 1.500 milliards de dollars !

L'économie mondiale danse sur un volcan. L'essor du commerce international reflète pour partie l'internationalisation croissante des entreprises : 40% des échanges mondiaux de marchandises sont aujourd'hui liés aux 40.000 multinationales et à leurs 270.000 filiales. D'où l'orientation vers de monstrueux oligopoles, un phénomène de concentration qui se traduit par la multiplication des fusions et acquisitions, avec leur douloureuse interface : les fermetures d'entreprises, les licenciements massifs, dits "boursiers".

La globalisation financière, liée à la libéralisation des mouvements de capitaux et justifiée théoriquement par le souci de permettre une réduction des taux d'intérêts et une orientation de l'épargne là où elle est la plus utile, se traduit par une unification croissante des marchés (du fait de l'homogénéisation des modes de production) mais aussi des biens de consommation en raison de l'extension du mode de consommation occidentale. Loin de se cantonner aux seuls produits industriels, l'ouverture des marchés s'étend aujourd'hui à un nombre croissant de services : transports, énergie, santé, télécommunications, services financiers.

Les firmes transnationales ont désormais la capacité de déplacer leurs sites de production d'un pays à l'autre sans crier gare. Le capital est devenu totalement mobile, cherchant en permanence la meilleure rentabilité au mépris de la pérennité de l'emploi. L'accroissement de la taille des entreprises et leur mobilité est donc tout à la fois une conséquence et une cause de l'ouverture des marchés.

Il est clair que ces derniers imposent de plus en plus leur diktat. Les gouvernements entre leurs mains ne sont plus que des marionnettes, des chambres d'enregistrement. Les États sont tous endettés, les déficits budgétaires colossaux ; ils sont contraints en permanence à recourir à l'emprunt.

Les marchés n'ont que faire d'un volet social. Ils saluent favorablement les diminutions ou limitations de salaires, les réformes sociales restrictives, les "plans sociaux" et autres "dégraissages". La diminution du chômage est perçue par les milieux boursiers comme un mauvais présage : si les salaires risquent de croître, la Bourse baisse !

L'autonomisation accélérée de la sphère financière par rapport à la sphère marchande, consécutive à l'effondrement du système de Bretton Woods qui préconisait le maintien de parités fixes, a donc des conséquences incalculables, dont on commence seulement à mesurer les sinistres effets. L'émergence d'une sphère financière privée a progressivement dépossédé les États de la plupart de leurs prérogatives dans ces domaines ; les moteurs du processus de globalisation témoignent d'un retrait en ordre dispersé des États devant la puissance de la dynamique d'intégration. On assiste à l'érosion de la volonté politique, à la montée de l'irresponsabilité, et à un lent travail de sape de l'autorité des gouvernements.

Des conséquences incalculables

Le processus d'affaiblissement des États, dont on commence seulement à mesurer l'ampleur, favorise l'insurrection de peuples dont la zone d'influence outrepassa souvent des frontières tracées artificiellement au gré des traités inter-nationaux.

Sous les coups de boutoir de la mondialisation de la communication, s'esquisse un processus d'érosion et parfois de destruction de la plupart des cultures, du Nord comme du Sud, donc une profonde déculturation des sociétés soumises au joug de la "communauté mondiale". Pour faire face à la montée de valeurs nécessairement englobantes et homogénéisantes, les peuples résistent en tentant de protéger leurs propres valeurs de cultures nécessairement diversifiées. Une nouvelle résistance est engagée, qui vise à exister en se différenciant des autres et en conservant son originalité.

Les réflexes de défense suscitent une fièvre de protection territoriale, de la langue traditionnelle, des pratiques religieuses, rites et coutumes qui permettent à chaque peuple de conserver son identité culturelle. Mais cette peur risque aussi de déboucher sur un enfermement nationaliste, sur un intégrisme religieux dominant la politique. Au plan politique, elle donne du grain à moudre aux démagogues populistes extrêmes, de droite comme de gauche ; dans le domaine religieux, elle favorise l'enfermement dans des sectes.

À la globalisation répond l'atomisation. Des forces d'auto-désorganisation sont à l'oeuvre un peu partout : en Europe, dans la CEI, en Afrique, en Asie, en Amérique latine. D'un côté, des entités supra et transnationales tentent de se bâtir, pensées et programmées par des experts fort éloignés de la vie des populations concernées.

De l'autre, des nations se fractionnent en pays qui s'opposent, luttent et s'éloignent en raison de conceptions religieuses à vocation fondamentalistes ou intégristes, économiques, culturelles ou linguistiques inconciliables.

Au village planétaire global imaginé par les technocrates de la finance, s'oppose de plus en plus ouvertement une constellation d'identités régionales en quête de sens.

Si rien n'est entrepris pour réguler et maîtriser ce mouvement, pour anticiper et accompagner les mutations en cours, il faut s'attendre à une extension des conflits, des guerres locales et civiles inextricables, aux transferts massifs de populations, à la montée des actes de subversion et de terrorisme, et de grande criminalité.

En soutien à cette évolution, le commerce des armes n'a jamais été aussi florissant ! Le libre marché, l'abolition des frontières contribuent à son expansion : il est évalué à plus de 65 milliards de dollars annuels, pour des dépenses militaires globales de l'ordre de 1.000 milliards de dollars par an, soit un flux de dépenses de l'ordre de 2 millions de dollars à la minute !

Aux plus beaux jours de la guerre froide, des milliers de milliards de dollars ont été consacrés à la mise en chantier d'un armement atomique, puis nucléaire, ultra-sophistiqué. On s'aperçoit, aujourd'hui, de la parfaite inanité de cette panoplie insensée [2]. Mais le désarmement progressif et universellement contrôlé coûte encore plus cher, y compris à travers les dégâts humains du nucléaire. La destruction des stocks d'armes bactériologiques, chimiques, des mines, l'interdiction de leur production et de leur commercialisation, n'en sont encore qu'à leurs premiers balbutiements.

Une autre conséquence de la mondialisation des marchés est l'extension et la montée en puissance de la corruption et de la prolifération des mafias. Cette tendance est favorisée par l'abandon des missions de service public et par la

course à l'affairisme. L'internationalisation des affaires a ouvert à la grande criminalité financière des capacités de développement illimitées, sans sanctions, notamment par l'intermédiaire des "paradis fiscaux". La privatisation accélérée des services publics a transformé les États et les collectivités locales en distributeurs de marchés à des concessionnaires ou fournisseurs privés.

Aux États-Unis, on estime à 80.000 le nombre de lobbies (groupes de pression financiers en poste à Washington pour faire pression sur 535 parlementaires).

Ce processus favorise le développement de véritables réseaux structurés de corruption. La mondialisation des affaires met de plus en plus ouvertement en contact les mécanismes et agents de la corruption nationale avec les circuits internationaux de la criminalité financière. Les techniques et montages d'opérations de blanchiment de l'argent sale sont mise en place sur toute la planète par les établissements financiers, leurs réseaux de filiales et correspondants dans les paradis fiscaux et à travers les sociétés écrans "off shore".

Le marché mondial de la drogue est estimé à 700 millions de dollars, et les flux financiers qui s'alimentent à ces réservoirs "pèsent" quelque 50 milliards de dollars par an !

Quant au chiffre d'affaires des organisations criminelles, il est évalué, selon l'ONU, à quelque 1.000 milliards de dollars.

Il est vrai que l'accroissement de l'insécurité et de la criminalité alimente la fortune d'entreprises spécialisées, de plus en plus présentes sur le marché : milices privées, réseaux de vigiles, de télé-surveillance, de gardiennage, fabriques de portes et véhicules blindés, équipement vidéo, domotique, télé-alarme, bunkers électroniques, cités modèles avec système de sécurité privée, type : "sécurit ville" aux États-Unis.

En résumé, de cette première ébauche d'une analyse incomplète de l'évolution planétaire, nous pouvons d'ores et déjà tirer des leçons quant aux problèmes qui se posent au quotidien à nos compatriotes, à la manière de les aborder et de tenter de trouver des solutions. Nous constatons simplement que les principaux acteurs d'une campagne électorale surréaliste se sont bien gardés de les évoquer. Comment pouvons-nous espérer, dans ces conditions, que ce scrutin (présidentiel, législatif) puisse déboucher sur une métapolitique doublée d'une praxis pour notre temps, à la hauteur des exigences du XXIème siècle ?

[1] NDLR. La façon dont cette dictature a été préparée, puis s'est répandue, est exposée dans un excellent petit livre de Keith Dixon intitulé Les évangélistes du marché. édition Raisons d'agir.

[2] NDLR. Ce qui n'a pas empêché le gouvernement de B.Clinton de relancer la "guerre des étoiles", relance encore accélérée maintenant par son successeur.